









# « Il faut conduire à son terme la réforme de l'OTAN »

Dans un entretien accordé au « Monde » avant le conseil atlantique de Berlin, Hervé de Charette, ministre français des affaires étrangères, presse Washington de reconnaître pleinement « l'identité européenne de défense »

Les seize pays membres de l'Alliance atlantique étaient toujours, le samedi 1<sup>er</sup> juin, à la recherche d'une formule de compromis permettant de souligner le rôle de « l'identité européenne de défense », avant la réu-

nion des ministres des affaires étrangères, lundi et mardi à Berlin. Dans un entretien au Monde, le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, met implicitement en garde les Etats-Unis contre un re-

fus de donner à cette identité un caractère stable et permanent. La France, qui, en décembre 1995, s'est rapprochée de l'OTAN, dont elle avait quitté les institutions mili-

taires intégrées en 1966, souhaite que des éléments européens soient en permanence visibles dans la structure de commandement de l'OTAN. Ces éléments pourraient être appelés à mener des opérations sous la direction de l'Union de l'Europe occiden-

tales. Les Américains sont au contraire réticents à accorder aux Européens une « visibilité » permanente. La France considère qu'un refus américain provoquerait un arrêt de son rapprochement avec l'OTAN.

« Qu'attendez-vous de la réunion de Berlin ?

« Le 5 décembre, à l'initiative du président Chirac, nous avons lancé un double message : aux Européens, nous avons dit que l'identité européenne de défense devrait se concrétiser au sein de l'Alliance ; à tous les alliés, nous avons dit qu'ils devaient faire à cette identité la place qui lui revient. Le message a été reçu. Mais nous voulons que l'identité européenne de défense existe de manière stable, cohérente et visible. Pour cela, il faut identifier des éléments européens qui, au sein de l'Alliance, pourront servir dans des opérations de PUEO : il s'agit de positions de commandement, de moyens d'état-major et de soutien. Il faut qu'une décision politique des Européens puisse s'appuyer sur ces moyens permanents. Des accords doivent permettre leur mise à la disposition de PUEO en cas de besoin.

« Si nous obtenons que, à Berlin, les alliés s'entendent sur ces principes, nous aurons remporté un immense succès. La mise en œuvre de ces orientations demandera évidemment un peu plus de temps.

« Quel est le seuil à partir duquel la France considérera que l'identité européenne de défense est effectivement prise en compte ?

« Nous souhaitons que la réforme des structures permette l'identification d'éléments européens ayant un caractère permanent, visible et opérationnel au sein de l'OTAN. Cette identité eu-



HERVÉ DE CHARETTE

ropéenne ne doit pas se concrétiser seulement pour la durée d'une opération militaire. Pour nous, l'identité européenne ne doit pas être une virtualité, mais une réalité. Elle doit donc être présente dès le temps de paix et porter non sur des hypothèses mais sur des données concrètes : moyens de commandement, planification, entraînement, décision politique et contrôle stratégique des opérations par PUEO, le cas échéant.

« Prenons l'exemple d'opérations de PUEO utilisant les moyens de l'OTAN. Les Européens peuvent-ils accepter que le Saceur - le commandant en chef américain - ait un droit de regard permanent sur ces opérations ? Ou considérez-vous que l'accord politique initial du Conseil atlantique suffit ?

« La mise à disposition de moyens de l'OTAN - que nul ne conteste aujourd'hui, et c'est un signe très positif - reposera sur un tel accord politique. Un accord sur cette question fondamentale ne

constitue-t-il pas la présomption que, lors d'une opération, les Européens rencontreraient le plein appui de leurs alliés et donc que la mise à disposition de moyens ne poserait pas de problème ?

« Les arrangements techniques ne sont pas arrêtés. Ils feront partie de tout le travail qu'il nous faudra mener après Berlin pour mettre en œuvre les décisions que nous aurons prises. Mais les orientations doivent être suffisamment précises pour guider convenablement le travail des autorités de l'Alliance.

« Et le contrôle du Saceur ?

« L'Alliance exercera ses droits dans la mise à la disposition de ses moyens. Il faudra trouver une solution équilibrée garantissant à la fois que les Européens pourront conduire une opération sans condition rédhibitoire et que l'Alliance ne perdra pas tout contrôle. Quant au Saceur, il incarne la permanence et la solidité du lien transatlantique que nous voulons vivifier. Nul ne conteste qu'il doive rester américain et garder un rôle

important dans une Alliance renouvelée.

« La France peut-elle compter sur le soutien sans réserve de ses partenaires européens ou risque-t-elle de se trouver isolée à Berlin ?

« Beaucoup de nos alliés partagent nos idées. La volonté de réforme est générale. Nous ne voulons pas affaiblir le lien transatlantique mais au contraire le renforcer en donnant aux Européens de l'Alliance les moyens de prendre davantage de responsabilités dans les affaires qui les concernent. C'est notre message constant : il a été entendu. Il est aujourd'hui partagé et soutenu, car les Européens ont compris l'importance de l'enjeu.

« Par rapport à ses positions traditionnelles, la France a fait preuve au cours des derniers mois de sa bonne volonté vis-à-vis de l'Alliance. Que faire si ces efforts ne sont pas payés de retour ?

« L'initiative du 5 décembre et tout le travail que nous menons

depuis reposent sur la solidité du lien transatlantique et sur le constat que les Etats-Unis sont aussi conscients que nous de la nécessité de réformer l'Alliance.

« Nos propositions sont raisonnables. Quant aux Etats-Unis, ils défendent depuis plus de trente ans l'idée d'un « pilier européen » de l'Alliance. Il faut aujourd'hui que le soutien des Etats-Unis à l'identité européenne de défense se concrétise. Je ne crois pas qu'on puisse échouer. Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire. Nous avons engagé un mouvement que nous voulons conduire à son terme. Si certains veulent que ce mouvement s'arrête aux mesures annoncées par la France le 5 décembre, ils en porteront seuls la responsabilité. Mais je crois que tel n'est pas le cas.

« La prise en compte de l'identité européenne de défense est-elle pour la France la condition préalable à l'élargissement de l'OTAN ?

« C'est d'abord une question de calendrier. 1996 doit être placée

sous le signe de l'adaptation de l'Alliance. En revanche, 1996 ne sera pas, pour l'élargissement, une année de grandes décisions : c'est une période de travail préparatoire. Les pays candidats se préparent ; l'Alliance étudie les mesures qu'elle prendra pour gérer convenablement ce processus, y compris - j'y insiste - dans ses relations avec la Russie. Ce travail préparatoire doit se poursuivre.

« Ensuite, entre alliés, il faut reconnaître que l'adaptation favorisera l'élargissement et non l'inverse. Une OTAN renouée et revitalisée accueillera d'autant plus aisément de nouveaux membres. Au contraire, si les structures de l'Alliance n'étaient pas adaptées, l'élargissement pourrait les fragiliser. Nous attachons la plus grande importance à ce que, au moins dans ses principes et ses orientations générales, la réforme de l'OTAN soit décidée avant l'élargissement. »

Propos recueillis par Daniel Vernet

## Vers un maintien de l'embargo sur les bovins britanniques

AVEC l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), l'Union européenne s'installe durablement dans une crise sans précédent. La prochaine échéance officielle - le conseil des ministres de l'agriculture des pays de l'Union se réunira les 3 et 4 juin à Luxembourg - ne devrait pas déboucher sur une solution consensuelle rapidement applicable. Après la volte-face effectuée dans ce dossier par la France à l'occasion du dernier voyage de Jacques Chirac en Grande-Bretagne, la position de Paris constitue une clé essentielle permettant, ou non, de résoudre ce conflit. Or, on indique aujourd'hui, de bonne source, que les propositions qui seront formulées par le gouvernement français, lors du prochain conseil des ministres de l'agriculture, ne seront pas de nature à régler les difficultés.

Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, a rencontré, vendredi 31 mai, les représentants de nombreuses associations de consommateurs. La veille, l'UFC-Que choisir avait annoncé qu'elle était opposée à toute levée, même partielle, de l'embargo sur les produits bovins (gelatine, suif et sperme notamment) d'origine britannique. Cette association annonçait qu'en cas d'assouplissement de cet embargo par les ministres de l'agriculture de l'Union européenne elle appellerait au boycottage de ces produits, qu'ils soient britanniques ou français. « L'Union européenne ne doit pas céder aux pressions des autorités anglaises. Sans le feu vert des scientifiques, il n'est pas question de lever le pied au nom de certaines considérations économiques ou communautaires qui viendraient mettre en péril la santé publique », faisait valoir l'UFC-Que choisir.

La menace a-t-elle pesé ? « M. Vasseur nous a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de voter favorablement une levée partielle de l'embargo », a déclaré au Monde Marie-José Nicoll, présidente de l'UFC. M. Vasseur a demandé l'avis du nouveau comité scientifique que préside le docteur Dominique Dormont et qui devrait rendre ses conclusions dans deux ou trois jours. Selon M. Vasseur, la réunion de Luxembourg ne devrait pas déboucher sur une levée partielle de l'embargo. Il pourrait, par contre, y avoir des gestes de bonne volonté vis-à-vis de Londres et la program-

mation d'une ouverture partielle de cet embargo dans quelques semaines sous diverses conditions. »

M. Nicoll précise par ailleurs que la position de l'UFC-Que choisir est partagée par d'autres associations de consommateurs en Allemagne, aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, qui s'opposent, elles aussi, à toute levée partielle de l'embargo. Dans l'entourage de M. Vasseur, on indique que les décisions politiques ne seront prises qu'au vu des conclusions scientifiques formulées par l'Organisation mondiale de la santé, l'Office international des épizooties, le comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne et le nouveau comité présidé par le docteur Dormont. Mais l'on exclut d'ores et déjà toute circulation à court, voire à moyen terme des dérivés bovins au sein de l'Union européenne. « La balle, précise-t-on encore, est dans le camp des Britanniques. »

Ce durcissement notable de la position française - il y a deux semaines, Jacques Chirac estimait, à Londres, que les conditions nécessaires à la levée de l'embargo étaient remplies - survient alors que la Grande-Bretagne développe une stratégie de paralysie de la construction de l'Union européenne afin d'obtenir au plus vite une levée totale de l'embargo. La Commission de Bruxelles condamne la politique de « non-coopération » menée par la Grande-Bretagne, tout en soulignant que cette attitude aura des conséquences. « La Commission déplore cette prise d'otage », a déclaré le 29 mai le porte-parole de Jacques Santer, président de la Commission. Une telle attitude n'a pas sa place dans une communauté de droit et elle ne manquera pas d'être contre-productive à l'égard de ceux qui la pratiquent. »

Jean-Yves Nau

■ « Vache folle » en Maine-et-Loire : un cas de « vache folle » a été enregistré en Maine-et-Loire, ce qui porte à sept le nombre de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en France depuis le début de l'année et à vingt le nombre de cas depuis 1991, a indiqué vendredi 31 mai le ministère de l'Agriculture. - (AFP)

Maman chérie,  
J'ai spécialement  
réservé et emplacement  
dans Le Monde  
pour te  
souhaiter  
Bonne fête maman ♥

merci à 808 Peugeot

sans qui maintenant je serais fort embêté

























## L'épargne salariale constitue un des thèmes majeurs de division des syndicats

Les confédérations craignent qu'elle ne se substitue à une vraie politique des rémunérations

La CGT continue d'affirmer que « l'intéressement n'est jamais un plus pour les salariés. C'est un leurre ». Force ouvrière remarque

pour sa part que « ces mesures sont souvent antagonistes avec les augmentations de salaires ». Les autres confédérations syndicales

sont dans l'ensemble plus favorables aux mécanismes d'épargne salariale même si elles émettent des réserves et craignent que

le développement de ces mécanismes ne soit qu'un moyen d'éviter pour les entreprises de mener une véritable politique salariale.

L'INTÉRESSEMENT et la participation sont désormais entrés dans les mœurs. En 1994, dernière année connue, 2 513 073 salariés étaient couverts par un accord d'intéressement et 5 154 558 par un accord de participation. Pourtant, ce sujet continue de diviser les organisations syndicales. La participation des salariés aux profits de l'entreprise et aux instances de décision constitue même un des thèmes majeurs qui les séparent.

Ainsi, la CGT continue d'affirmer que « l'intéressement n'est ja-

mais un plus pour les salariés. Il est de toute façon pris quelque part, dans la poche du salarié. C'est un leurre: la vraie garantie pour le salarié, c'est son contrat de travail ». D'ailleurs, le responsable du secteur protection sociale en charge de ce dossier, qui ne cache pas son « anticapitalisme », n'a « jamais entendu que les salariés se soient enrichis avec ces opérations. Comme d'habitude, ce sont les gros porteurs, en particulier les banques, qui font les profits juteux ».

Cependant, à l'intérieur même de la CGT, tout le monde ne tient

pas ce discours extrémiste. C'est ainsi qu'à l'Ugic-CGT (Union générale des ingénieurs-cadres et techniciens), on estime « ne pas avoir de position idéologique sur ces questions. Nous ne sommes pas opposés à ces pratiques, mais il ne faut pas qu'elles obèrent le pouvoir d'achat des salariés, et il serait logique qu'elles soient soumises à cotisations sociales ».

En revanche, à Force ouvrière, ces questions ne font plus débat. Du moins officiellement. « Au dernier congrès, personne n'est intervenu sur ce sujet », observe René Valadon, responsable du secteur économique, qui rappelle que « l'intéressement et la participation ne constituent pas la tasse de thé de Force ouvrière. Dans les faits, ces mesures sont souvent antagonistes avec les augmentations de salaire. De plus, la participation des salariés aux décisions des entreprises est une vieille lune. Un secrétaire de comité central d'entreprise qui fait bien son travail peut avoir autant d'informations sur ce qu'un élu salarié au conseil d'administration ».

En revanche, les autres confédérations

syndicales sont plus favorables aux mécanismes d'épargne salariale. « Nous ne sommes pas opposés à l'intéressement, mais nous émettons des réserves », explique la CFDT. Comme les autres syndicats, la centrale de Nicole Notat tend à se substituer à une véritable politique salariale. C'est pourquoi elle souhaiterait qu'un accord d'intéressement ne puisse pas être mis en place si l'entreprise n'a pas été capable, préalablement, de conclure un accord salarial.

**Les salariés acceptent de plus en plus mal la réversibilité de ce revenu**

Autre grief avancé: l'exonération de cotisations sociales. « Est-il normal que des entreprises qui ont les moyens de distribuer de l'argent ne contribuent pas également au fi-

nancement de la Sécurité sociale ? » Partisan de la politique contractuelle, la CFDT déplore que l'intéressement n'entre pas dans le cadre de la négociation collective. Elle fait valoir que, en 1994, 65 % des accords ont été ratifiés directement par les salariés, 24 % ont été approuvés par un comité d'entreprise et 9 % seulement par les organisations syndicales. Enfin, la CFDT regrette qu'il n'y ait pas de lien entre l'intéressement et l'emploi, et que des entreprises puissent à la fois licencier et verser des primes d'intéressement.

Attachée à la place de l'homme dans la société, la CFDT, d'obédience chrétienne, se déclare « favorable à la participation des salariés », mais « il ne faut pas qu'elle se cantonne au seul aspect financier. Il faut une participation aux décisions des entreprises. Or, ce n'est pas le cas. Ce n'est malheureusement qu'un système de distribution ».

Même les organisations les plus favorables à l'épargne salariale et à la participation des salariés sont bien obligées de constater l'écart entre leur souhait et la réalité. Ainsi, Jean-Luc Cazettes, responsable de la protection sociale à la CFE-CGC, reconnaît que « l'épargne salariale fait partie de nos dogmes mais que, malheureusement, cela devient surtout une échappatoire fiscale. C'est ainsi que nous sommes favorables à l'intéressement basé sur les résultats financiers. Or, de plus en plus d'entreprises instaurent des critères qualitatifs qu'elles sont presque sûres d'atteindre. Cette forme de salaire différé coûte, selon le Commissariat du Plan, 10 milliards par an aux organismes sociaux ».

Mais les syndicats savent que leur hostilité ou leurs réserves butent sur une réalité: la forte popularité de l'épargne salariale auprès des salariés qui n'entendent ni la remettre en question ni même la soumettre à cotisations sociales.

Paradoxalement, il semble que ce soit parmi les chefs d'entreprise que des réserves se manifestent désormais. Un certain nombre d'entrepreneurs remettent en cause la pertinence de l'épargne salariale en tant qu'outil de motivation. De plus, comme l'ont montré plusieurs conflits sociaux, les salariés acceptent de plus en plus mal la réversibilité de cette rémunération supplémentaire, qu'ils considèrent, les années passant, comme un véritable avantage acquis.

Frédéric Lemaître

R. Le.

**Les partenaires sociaux commencent à admettre les fonds de pension**

LONGTEMPS VOUSÉS aux gémissements par les syndicats, les fonds de pension ne font plus systématiquement l'objet d'une opposition des confédérations pour peu que les systèmes par répartition soient au préalable consolidés. Dans la branche de l'assurance, on a même vu, il y a quelques mois, la CGT rejoindre les signataires de l'accord signé en février 1995 par le patronat et trois syndicats (CFDT, CFVC et une partie de la CFE-CGC) instituant un fonds de pension au niveau de la profession. Même si la CGT a expliqué qu'elle signait le texte pour mieux le combattre, son geste revêt une portée politique évidente.

Si Force ouvrière estime que « la meilleure réponse syndicale aux problèmes de retraite reste la consolidation de l'Arco et de l'Agirc », Roger-Pol Cottereau, en charge de ce dossier à la CFDT, estime « ne pas être opposé aux fonds de pension », même si sa confédération n'a pas encore arrêté son choix sur la forme que ceux-ci devraient prendre. Même l'Ugic-CGT n'entend « pas diaboliser les fonds de pension » à trois conditions: qu'ils soient utiles à l'emploi, contrôlés par les partenaires sociaux et qu'ils ne se substituent pas à la répartition. Force ouvrière, la CFDT, et la CFE-CGC font remarquer qu'« il ne faut pas confondre épargne et retraite ».

Les trois organisations estiment que les fonds de pension, également destinés dans l'esprit de certains à augmenter les fonds propres des entreprises, ne remplissent cette fonction que pour les grandes entreprises qui disposent déjà d'une importante capacité d'autofinancement. Au contraire, la CFE-CGC se fait plutôt évocative à la condition de fonds « spécialisés » dans le financement des PME, même si un système d'assurance annulerait le rendement de tels placements.

De son côté, Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT, estime que « les fonds de pension existent déjà, dans les faits » et préconise plutôt le « développement de l'épargne collective dans les branches et les entreprises ». D'une durée de huit à dix ans, cette épargne pourrait servir à financer la retraite, mais également l'accès à la propriété, le congé parental et la reconversion professionnelle. Le dialogue que Jean Arthuis veut avoir avec les syndicats sur les fonds de pension cet automne risque donc d'être animé, mais il ne sera pas forcément un dialogue de sourds.

## Les produits d'épargne-retraite pourraient modifier la donne

LE DÉBAT, jeudi 30 mai à l'Assemblée nationale, à propos d'une proposition de loi sur la création de systèmes d'épargne-retraite (fonds de pension) a donné le coup de départ législatif à la création de ces produits financiers. Jean Arthuis, ministre de l'économie, a annoncé que le Parlement serait saisi à l'automne d'un projet de loi sur l'épargne-retraite (Le Monde du 1<sup>er</sup> juin). La création de fonds de pension va bouleverser la donne en matière d'épargne longue. D'une manière ou d'une autre, ils viendront pour partie concurrencer certains types d'épargne salariale.

Si les professionnels de l'épargne salariale sont réticents à l'égard des fonds de pension, c'est qu'ils craignent de voir diminuer sensiblement l'importance des fonds qu'ils collectent, notamment par le biais de l'intéressement. Si un certain nombre de plans d'épargne d'entreprise consacrés à la retraite sont devenus des « ersatz » de fonds de pensions, ils risquent de souffrir de la concurrence de produits conçus dès l'origine pour un horizon de placement très éloigné (trente-quarante ans), et pour permettre la distribution d'une rente.

Le marché potentiel des fonds de pensions est estimé entre 30 et 50 milliards de francs par an en ré-

gime de croisière, selon la Caisse nationale de prévoyance (CNP). Ce qui représenterait déjà plus que les mouvements annuels d'épargne salariale vers des fonds communs. Les spécialistes soulignent, en outre, qu'un développement plus important de ce marché pourrait intervenir si les pouvoirs publics mettaient en place une forte incitation fiscale en faveur des produits à sortie en rente et si, parallèlement, la réduction des avantages fiscaux sur l'assurance-vie amenait un transfert de l'épargne à court et moyen terme vers les fonds de retraite.

Par rapport aux autres produits (épargne salariale et assurance-vie) qui couvrent actuellement les besoins supplémentaires de retraite, les fonds de retraite seront les seuls produits dont la « vocation unique » est d'apporter aux salariés un supplément de revenus lors de la cessation de leurs activités. L'épargne salariale et l'assurance-vie poursuivent d'autres objectifs que la retraite. Pour l'épargne salariale, il s'agit aussi, en sus de la retraite, de développer l'actionnariat des salariés, et l'assurance-vie joue également un rôle d'épargne de précaution.

R. L.

## Epargne salariale

**Banquier d'une entreprise sur quatre, le Crédit Agricole est forcément bien placé pour vous conseiller en Epargne salariale.**



Avec le Crédit Agricole, votre Epargne Salariale bénéficie de la solidité d'une des dix premières banques du monde et de l'expertise d'un leader européen de la gestion collective. Uniplan et ses équipes de professionnels confirmés vous proposent la maîtrise des outils classiques (Participation, Intéressement, Plan d'Epargne Entreprise) mais aussi un éventail de solutions originales adaptées à vos besoins. Pour bénéficier de l'écoute au quotidien et de l'originalité de solutions qui font du Crédit Agricole le partenaire d'une entreprise sur quatre, prenez contact avec votre conseiller ou auprès d'Uniplan, 91/93, Bd Pasteur, 75015 Paris. Tél. (1) 43 23 30 98.

**CA UNIPLAN**

La gestion de l'Epargne salariale au Crédit Agricole



















